

*Questions orales***LE LOGEMENT**

LES MESURES POUR RELANCER LE SECTEUR DU BÂTIMENT

M. Reg Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné la crise du logement qui sévit dans les grands centres urbains—le taux d'inoccupation à Scarborough, notamment, atteint 0.3 p. 100—et comme le bâtiment est très créateur d'emplois, le ministre des Finances veut-il nous dire en quoi ses propositions budgétaires vont stimuler les mises en chantier au Canada?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): En effet, monsieur le Président, je vais vous dire en très peu de mots de quelle manière le budget va relancer l'activité dans le secteur du bâtiment auquel nous attachons beaucoup d'importance. La baisse des taux d'intérêt et des taux hypothécaires, voilà essentiellement ce qui fait marcher le bâtiment.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Depuis le 4 septembre, les taux hypothécaires ont diminué de près de 3 p. 100. Nous estimons qu'en raison de ce budget, ils vont continuer à baisser. Cette réduction, monsieur le Président, aura d'énormes conséquences non seulement pour le logement mais aussi pour la fabrication et un grand nombre d'autres activités économiques.

* * *

LE BUDGET

ON DEMANDE DES MODIFICATIONS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, le ministre des Finances a beau vouloir que son budget fasse très bonne impression, bien des parties comportent des lacunes voire des oublis. On ne fait pas du miel avec du vinaigre.

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: Il lui reste quatre semaines avant l'ajournement des Chambres. Peut-il envisager pendant ce temps-là d'apporter des solutions là où des citoyens de toutes les régions du pays ont signalé des problèmes? Les personnes âgées souffrent et les chômeurs aussi. Les régions sont attaquées violemment. Même le ministre de la Justice le sait.

● (1450)

Des voix: Règlement!

M. Johnston: Il lui reste quatre semaines pour proposer des solutions à la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: Le fera-t-il?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je sais que le député n'est pas depuis longtemps dans l'opposition, et je voudrais l'aider à poser la question.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je ne suis pas tout à fait sûr d'avoir compris la question à cause des pauses mais comme je l'ai dit en répondant à une question antérieure, les mesures ont été appuyées par beaucoup de personnes, pas seulement par mes collègues à la Chambre ou par des éditorialistes, mais aussi par bien des Canadiens qui trouvent que nous empruntons la bonne voie.

Nous nous attaquons enfin aux problèmes du chômage et du déficit élevé. Nous le faisons équitablement, tout en nous essayant de résoudre les problèmes des invalides et de faire une réforme des pensions. Ce budget est très consistant et je recommande au député de le lire.

LES ESTIMATIONS RELATIVES À LA CRÉATION D'EMPLOIS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, il est vrai que je ne suis pas dans l'opposition depuis longtemps. Mais il n'est pas ministre des Finances depuis longtemps, et je voudrais l'aider à rédiger son budget.

Certains députés de l'arrière-ban de son parti ne sont pas d'accord avec lui mais bien avec moi. C'est notamment le cas du député de Cape Breton. Le ministre nous a dit et répété aujourd'hui que c'est un budget de création d'emplois et pourtant, d'après des experts du secteur privé comme Data Resources et Informatica, on perdra plusieurs milliers d'emplois. La moindre des choses, c'est d'apaiser les inquiétudes de ceux qui se sentent menacés par ce budget et de déposer à la Chambre les chiffres relatifs aux emplois qui vont être créés, d'après les estimations de son ministère. Le fera-t-il?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je signale au député que l'on apprend beaucoup dans l'opposition, et je lui souhaite d'y passer de nombreuses années.

Le député a parlé du député de Cape Breton-Highlands-Canso qui a dit ceci, dans une lettre qu'il m'a adressée, à propos du crédit d'impôt pour le Cap Breton: «Ces initiatives prouvent que nous tenons à créer des emplois. Félicitations!»

Je sais que le député comprend un peu les modèles économiques et qu'il sait très bien que les prévisions économiques qui en découlent sont très limitées. Il me suffit de lui rappeler ce que ses collègues disaient en novembre. D'après les modèles utilisés à ce moment-là, nous devions perdre de 50,000 à 100,000 emplois et que s'est-il passé? Environ 149,000 emplois ont été créés.